

Bordereau attestant l'exactitude des informations - BOBIGNY - 9301 - Documents comptables (B-S) - Dépôt le 25/06/2024 - 16810 - 2001 B 01343 - 433 999 356 - RANDSTAD

RANDSTAD

Société par actions simplifiée

276, avenue du Président Wilson

93200 SAINT DENIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

RANDSTAD

Société par actions simplifiée

276, avenue du Président Wilson

93200 SAINT DENIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'assemblée générale de la société RANDSTAD

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société RANDSTAD relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.



Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les fonds commerciaux, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2023 s'établit à 324 325 364 euros, sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans la note 3 "Immobilisations incorporelles" de l'annexe.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces valeurs d'utilité, notamment à revoir l'actualisation des perspectives de rentabilité des activités concernées et de réalisation des objectifs, et à contrôler la cohérence des hypothèses retenues avec les données prévisionnelles issues des plans stratégiques établis sous le contrôle de la direction générale.



Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Le rapport de gestion indique que l'obligation prévue à l'article L.225-102-4 du code de commerce d'établir et de mettre en œuvre de manière effective un plan de vigilance sera prochainement satisfaite puisque la société RANDSTAD FRANCE, qui contrôle la société, établira et mettra en œuvre, courant juin 2024, un plan de vigilance relatif à l'activité de la société et de l'ensemble des filiales ou sociétés qu'elle contrôle. En application de la loi, nous vous signalons que, de ce fait, la société n'a pas respecté les dispositions de l'article L.225-102-4 du code de commerce au titre de l'exercice 2023.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 27 mai 2024

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



Laurent ODOBEZ

RANDSTAD SAS

**276 Avenue du President Wilson
93200 ST-DENIS**

Etats Financiers au 31/12/2023



- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Annexes

Règles et méthodes Comptables	8
Immobilisations	14
Amortissements	15
Provisions et dépréciations	16
Provisions pour risques et charges	17
Créances et dettes	18
Dettes et Créances représentées par des Effets de Commerce	19
Charges à payer	20
Produits à recevoir	21
Détail des charges et produits constatés d'avance	22
Composition du capital social	23
Variation des Capitaux Propres	24
Transferts de Charges	25
Situation fiscale différée latente	26
Répartition du Chiffre d'affaires en K€	27
Charges et Produits Financiers	28
Charges et produits exceptionnels	29
Engagements financiers donnés et reçus	30
Effectif moyen	31
Filiales et participations	32

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2023	31/12/2022
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	2 672 674	2 672 674		
Fonds commercial	325 395 252	1 069 887	324 325 364	324 325 364
Autres immobilisations incorporelles	7 622		7 622	7 622
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	16 908	16 908		
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles	41 755 764	37 719 493	4 036 271	5 254 115
Immobilisations en cours	78 390		78 390	26 700
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	1 673 857		1 673 857	1 673 857
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	30 490		30 490	30 490
Prêts	146 606 114		146 606 114	139 462 986
Autres immobilisations financières	2 677 142		2 677 142	2 717 740
ACTIF IMMOBILISE	520 914 212	41 478 962	479 435 250	473 498 875
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	100 316		100 316	224 408
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	407 722 507	3 251 694	404 470 813	453 758 706
Autres créances	361 592 437	137 977	361 454 460	323 966 853
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	3 820 865		3 820 865	2 425 665
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	188 418		188 418	451 424
ACTIF CIRCULANT	773 424 543	3 389 671	770 034 871	780 827 056
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	1 294 338 755	44 868 633	1 249 470 121	1 254 325 931

Rubriques	31/12/2023	31/12/2022
Capital social ou individuel (dont versé : 46 670 000)	46 670 000	46 670 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport	330 890 938	330 890 938
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	18 247 036	18 247 036
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)	269 484	269 484
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	11 040 644	11 040 644
Report à nouveau	254 115 022	246 245 355
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	49 420 856	47 875 191
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	710 653 981	701 238 649
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	13 593 850	13 643 167
Provisions pour charges	28 683 623	26 915 577
PROVISIONS	42 277 473	40 558 744
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	477 700	413 762
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	3 383 339	2 250 303
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	61 966	6 111
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	22 445 376	17 521 824
Dettes fiscales et sociales	417 343 292	455 959 572
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	263 239	107 809
Autres dettes	52 459 974	36 254 088
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	103 782	15 069
DETTES	496 538 667	512 528 538
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	1 249 470 121	1 254 325 931

Rubriques	France	Exportation	31/12/2023	31/12/2022
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	2 507 064 121	596 524	2 507 660 645	2 703 220 854
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	2 507 064 121	596 524	2 507 660 645	2 703 220 854
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			1 561 624	1 504 870
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			29 491 549	29 714 923
Autres produits			1 035	185
PRODUITS D'EXPLOITATION			2 538 714 852	2 734 440 831
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			253 790 750	259 797 324
Impôts, taxes et versements assimilés			54 407 735	64 944 669
Salaires et traitements			1 690 317 642	1 827 776 540
Charges sociales			467 628 869	514 364 752
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immo. : dot. aux amort. (Dont amort. fonds. commercial)			2 263 761	2 807 947
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			267 937	
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			1 419 542	1 130 160
Dotations aux provisions			7 480 390	10 741 817
Autres charges			1 915 272	2 045 354
CHARGES D'EXPLOITATION			2 479 491 898	2 683 608 564
RESULTAT D'EXPLOITATION			59 222 954	50 832 267
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			13 728 602	4 263 859
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			13 728 602	4 263 859
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			4 117 397	2 102 242
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			4 117 397	2 102 242
RESULTAT FINANCIER			9 611 205	2 161 617
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			68 834 159	52 993 884

Rubriques	31/12/2023	31/12/2022
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	2 867 640	2 938 377
Produits exceptionnels sur opérations en capital	4 394 581	88 081
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	7 262 221	3 026 458
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	537 035	253 066
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	76 165	101 313
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	613 200	354 379
RESULTAT EXCEPTIONNEL	6 649 021	2 672 079
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	7 245 821	
Impôts sur les bénéfices	18 816 503	7 790 772
TOTAL DES PRODUITS	2 559 705 675	2 741 731 148
TOTAL DES CHARGES	2 510 284 819	2 693 855 957
BENEFICE OU PERTE	49 420 856	47 875 191

Annexes

1- REFERENTIEL COMPTABLE

Les comptes sociaux sont établis conformément aux règles et principes comptables admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règl. ANC 2014-03 du 05-06-2014 relatif au PCG ainsi que l'ensemble des règlements l'ayant modifié par la suite).

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation
- Permanence des méthodes comptables
- Indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

2- CHIFFRE D'AFFAIRES

La société Randstad est spécialisée dans le secteur des activités des agences de travail temporaire. Le chiffre d'affaires est constaté au fur et à mesure de la prestation fournie par la société.

3- IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles comprennent essentiellement les concessions et brevets, les droits au bail, le fonds de commerce et les logiciels. Ces immobilisations sont comptabilisées au bilan pour leur coût d'acquisition ou de revient diminué des amortissements et dépréciations éventuellement constatés.

Les fonds commerciaux sont principalement issus des différentes fusions réalisées par la société.

Au regard du règlement ANC n°2015-06 applicable à compter du 1er janvier 2016, la société a réalisé une analyse de ces nouvelles règles et a estimé qu'il n'y a aucun changement à opérer sur les durées d'utilisation des fonds commerciaux et que celles-ci sont toujours non limitées.

Par ailleurs, le règlement ANC n°2015-06 instaure l'obligation de réaliser un test de dépréciation, dont les modalités de réalisation ont été précisées, au minimum une fois par exercice, qu'il existe ou non un indice de perte de valeur, pour les fonds commerciaux dont la durée d'utilisation est non limitée. La société constate l'absence d'incidence sur les comptes annuels.

Les durées d'amortissement principalement retenues sont les suivantes :

Logiciels :	de 1 à 5 ans
Progiciel :	3 ans

Les logiciels de valeur significative sont amortis linéairement sur la durée de consommation des avantages économiques attendus.

A chaque clôture, s'il existe un indice quelconque montrant qu'un actif a perdu de manière significative de sa valeur, il est procédé à un test de dépréciation.

Ce test de dépréciation est réalisé par référence aux flux de trésorerie futurs actualisés attendus de ces actifs dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévues par la direction générale à horizon 5 ans.

4- IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des provisions pour dépréciation.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire correspondant à leur durée d'utilisation probable.

Les durées d'amortissement principalement retenues sont les suivantes :

Constructions :	33 ans
Agencements Aménagements divers:	de 5 à 6 ans
Matériel de bureau :	de 4 à 6 ans
Matériel informatique :	de 3 à 4 ans
Mobilier:	5 ans
Matériel et outillage :	4 ans
Matériel de transport :	4 ans

5- IMMOBILISATIONS FINANCIERES

a. Participations et créances rattachées

Les immobilisations financières sont retenues pour leur valeur nominale. Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valeur d'utilité des titres de participation est estimée notamment à partir des capitaux propres et de la projection des flux de trésorerie futurs.

b. Prêts et autres immobilisations financières

Les prêts et les autres immobilisations financières sont retenus pour leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

6- CREANCES

Les créances sont inscrites à leur valeur nominale

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire des créances, basée sur la probabilité de leur recouvrement au cas par cas, est inférieure à la valeur comptable.

En date du 31 mai 2013, une convention d'affacturage a été conclue entre les sociétés Randstad SAS et Randstad Finance GmbH.

Le 1er Octobre 2016, Randstad Finance GmbH a transféré la convention d'affacturage à Group Finance Treasury Center basé à Singapour.

Aux termes de cette convention, la société Randstad SAS s'engage à transférer par le biais d'une subrogation conventionnelle, une partie de ses créances commerciales vis à vis d'un certain nombre de ses débiteurs à Group Finance Treasury Center, contre règlement de leur montant sous déduction de commissions et agios.

Au 31/12/2023, le montant de l'encours transféré au titre de cette convention, s'élève à 38 858K€.

7- PROVISIONS REGLEMENTEES

Néant.

8- PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

Une provision est comptabilisée lorsque :

- Il existe pour la société, à la clôture de l'exercice, une obligation à l'égard d'un tiers.
- Il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources au profit de ces tiers à la date d'arrêté des comptes.

Les provisions pour risques et charges sont constatées en fonction des informations et analyses disponibles à la date d'arrêté des comptes, de la réglementation en vigueur et de l'appréciation des risques faite par le management. Ces provisions sont ajustées ou reprises en fonction de l'évolution des risques, de leur matérialisation ou, le cas échéant, de leur prescription.

Actions Judiciaires et contentieux

Dans le cadre normal de ses activités, la société Randstad SAS est soumise à des actions judiciaires (prud'hommes, prestataires etc...). La société constitue une provision chaque fois qu'un risque est identifié et en conformité avec les règles et méthodes énoncées ci-avant.

Contrôles administratifs et financiers

Dans le cadre normal de ses activités, la société Randstad SAS est soumise à des contrôles fiscaux, URSSAF et administratifs. La société constitue une provision chaque fois qu'un risque est identifié et en conformité avec les règles et méthodes énoncées ci-avant.

9- IMPOTS SUR LE RESULTAT**a. Intégration Fiscale**

La société a donné son accord, dans les formes et conditions requises par les articles 223 A et 223 L 6 d du Code Général des Impôts, pour devenir membre, à compter du 1^{er} janvier 2009, du groupe intégré constitué par la société Randstad France.

Les économies ou aggravations d'impôts réalisées par le Groupe résultant de la différence entre l'impôt dû par les filiales au titre de leur résultat propre et l'impôt résultant de la détermination du résultat d'ensemble, sont considérées comme un gain ou une perte de l'exercice et sont conservées définitivement chez la société mère intégrante

b. Autre crédit d'impôt

Le montant du crédit d'impôt famille s'élève à 40 K€ et le crédit d'impôt mécénat à 12K€ pour 2023.

10- IDENTITE DE LA SOCIETE MERE CONSOLIDANTE

La société Randstad Holding NV, Diemermere 25, 1112 TC Diemen, Pays-Bas, établit les comptes consolidés.

Pour autant qu'elles soient disponibles, les copies des états peuvent être obtenues à l'adresse suivante : www.Randstad.fr

AUTRES INFORMATIONS**1- ENGAGEMENTS****a. Engagements en faveur du personnel****i. Engagement de retraite**

Les salariés de la société Randstad bénéficient, dans le cadre légal, d'indemnités de fin de carrière qui sont versées en une fois au moment du départ à la retraite.

Dans le cadre de la recommandation CNCC n° 2003-R.01, le montant total des engagements figurant au bilan correspond :

-au montant total des engagements calculé sur la base des principales hypothèses suivantes :

- Evolution des salaires : % en fonction de l'âge
- Taux de charges sociales : 42%
- Taux d'actualisation CDI : 3.30% (réf.iBoxx-Taux Corporate AA 10+)
- Taux d'actualisation CDII : 3.30% (réf.iBoxx-Taux Corporate AA 10+)
- Taux de turnover : Basé sur le turnover historique des trois dernières années
- Table de mortalité : TH-TF 2000-2002
- Age de départ à la retraite : Age de départ basé sur l'âge en début de carrière

- diminué de la valeur vénale des actifs du régime : la société Groupe Randstad France a souscrit auprès d'une compagnie d'assurance, un contrat destiné à couvrir une partie de la dette relative aux engagements de retraite des salariés de l'ensemble des sociétés du groupe.

La méthode dite du corridor est appliquée pour déterminer la provision à comptabiliser au titre des régimes d'avantage postérieur à l'emploi. Ainsi, seul le montant des écarts actuariels au-delà de 10% de la valeur la plus élevée entre la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies et de la juste valeur des actifs du régime est retenu pour la comptabilisation.

Conformément à la dernière mise à jour de la recommandation ANC 2013-02 du 7-11-2013 modifiée le 5-11-2021 la Société a décidée d'adopter la nouvelle méthode de répartition qui conduit à étaler l'engagement uniquement à compter de la date à laquelle chaque année de services compte pour l'acquisition des droits à prestation, c'est-à-dire sur la période précédant l'âge de départ en retraite permettant d'atteindre le plafond. Seul l'engagement déterminé pour la population CDII a été impacté par ce changement.

Les hypothèses retenues tiennent compte de la réforme des retraites, publiée au Journal officiel du 15 avril 2023.

Il en résulte une diminution de l'engagement de 169 965 € constatée en totalité en résultat au titre des coûts des services passés.

Au 31 décembre 2023, la dette actuarielle s'élève à 31 431 K€. La provision comptabilisée au 31 décembre 2023 s'élève à 28 684 K€. Ce montant correspond à l'engagement :

- augmenté de l'écart actuariel, 613 K€, amorti à partir de 2024,

- diminué de l'actif de couverture correspondant aux versements effectués au fond externe, 3 359 K€.

b. Autres engagements

Les engagements reçus et donnés sont détaillés dans un tableau page 30.

2- FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE**L'incertitude macroéconomique et l'incertitude géopolitique**

En 2023, la société ne constate pas d'impacts directs significatifs en lien avec la guerre en Ukraine et au Proche Orient (le groupe n'est pas directement exposé sur les marchés mais il existe toutefois un risque macro-économique lié à d'éventuelles hausses et pénurie de matières premières).

Cession de fonds de l'activité Randstad Direct Workforce à Side Temp

Par acte en date du 6 décembre 2022, la Société a cédé à la société Side Temp, son activité "Intérim Digital". Pour des raisons techniques, la propriété et la jouissance du fonds a eu lieu en 2 temps, une première partie à effet du 1er janvier 2023 et une seconde à effet du 1er avril 2023 pour une seconde partie.

Le prix de cession, 4.35M est payé par un crédit-vendeur d'une durée de 10 ans à compter du 1er janvier 2023.

Dividendes

Au 31/12/2023, la société Randstad a versé des dividendes aux 2 détenteurs de son capital :

- Groupe Randstad France, 39 081K,
- Randstad France, 923K

3- EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant

4- REMUNERATIONS DES MANDATAIRES SOCIAUX

Néant.

5- HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires des commissaires aux comptes sur l'exercice s'élèvent à 204 269 € pour la certification des comptes et 5 280 € pour les Services Autres que la Certification des Comptes (SACC).

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	328 075 548		
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre	16 908		
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.			
Installations générales, agenc., aménag.	33 513 338		1 113 944
Matériel de transport	11 970		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	8 662 789		238 995
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	26 700		78 390
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	42 231 705		1 431 328
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	1 673 857		
Autres titres immobilisés	30 490		
Prêts et autres immobilisations financières	142 180 727		12 879 100
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	143 885 073		12 879 100
TOTAL GENERAL	514 192 326		14 310 428

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			328 075 548	
Terrains				
Constructions sur sol propre			16 908	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.				
Installations générales, agencements divers	1 778 302		32 848 981	
Matériel de transport			11 970	
Matériel de bureau, informatique, mobilier	6 970		8 894 813	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	26 700		78 390	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 811 972		41 851 061	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			1 673 857	
Autres titres immobilisés			30 490	
Prêts et autres immobilisations financières	5 776 570		149 283 257	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	5 776 570		150 987 603	
TOTAL GENERAL	7 588 542		520 914 212	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial	762 245			762 245
Autres immobilisations incorporelles	2 672 674			2 672 674
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 434 919			3 434 919
Terrains				
Constructions sur sol propre	16 908			16 908
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agenc. et aménag. divers	29 165 182	1 878 235	1 741 037	29 302 380
Matériel de transport	11 970			11 970
Matériel de bureau et informatique, mobilier	7 756 830	385 526	5 151	8 137 206
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	36 950 890	2 263 761	1 746 188	37 468 464
TOTAL GENERAL	40 385 809	2 263 761	1 746 188	40 903 382

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	

Frais établis.

Fonds Cial

Autres. INC.

INCORPOREL.

Terrains

Construct.

- sol propre

- sol autrui

- installations

Install. Tech.

Install. Gén.

Mat. Transp.

Mat bureau

Embal récup.

CORPOREL.

Acquis. titre

TOTAL

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
---	------------------	---------------	-----------	----------------

Frais d'émission d'emprunts à étaler

Primes de remboursement des obligations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges	1 044 012	386 052	234 342	1 195 722
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités	1 092 207	338 350	399 088	1 031 469
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	26 915 577	2 702 096	934 050	28 683 623
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	11 506 947	4 047 892	4 188 180	11 366 659
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	40 558 744	7 474 390	5 755 660	42 277 473
Dépréciations immobilisations incorporelles	307 642			307 642
Dépréciations immobilisations corporelles		267 937		267 937
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	2 965 685	1 419 542	1 133 533	3 251 694
Autres dépréciations	137 970	6 000	5 993	137 977
DEPRECIATIONS	3 411 297	1 693 479	1 139 526	3 965 251
TOTAL GENERAL	43 970 041	9 167 869	6 895 186	46 242 724
Dotations et reprises d'exploitation		9 167 869	6 895 186	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

Provisions pour risques et charges

Rubriques	Situation et mouvements				
	Provisions au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions		Provisions à la fin de l'exercice
			Montants utilisés au cours de l'exercice	Montants non utilisés repris au cours de l'ex.	
Provision pour Litiges	1 044 012	389 052	55 077	182 265	1 195 722
Provision pour Amendes & Pénalités	1 092 207	347 400	137 487	270 652	1 031 469
Provision pour Pension	26 915 578	2 702 096	764 086	169 965	28 683 623
Autres Provisions pour Risques&Chges	11 506 947	4 047 892		4 188 180	11 366 659
TOTAL	40 558 745	7 486 440	956 650	4 811 061	42 277 473

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	146 606 114	6 404 908	140 201 206
Autres immobilisations financières	2 677 142		2 677 142
Clients douteux ou litigieux	5 045 322	5 045 322	
Autres créances clients	402 677 185	402 677 185	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	145 319	145 319	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	10 632 672	10 632 672	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	4 925	4 925	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	7 305 021	7 305 021	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	973 464	973 464	
Groupe et associés	340 473 930	340 473 930	
Débiteurs divers	2 057 105	2 057 105	
Charges constatées d'avance	188 418	188 418	
TOTAL GENERAL	918 786 619	775 908 271	142 878 348

Montant des prêts accordés en cours d'exercice	12 484 223
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	5 579 383
Prêts et avances consentis aux associés	

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	477 700	477 700		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	2 100	2 100		
Fournisseurs et comptes rattachés	22 445 376	22 445 376		
Personnel et comptes rattachés	182 287 750	181 644 686	643 064	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	112 050 233	111 921 620	128 613	
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	111 381 659	111 381 659		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	11 623 650	11 623 650		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	263 239	263 239		
Groupe et associés	16 213 772	16 213 772		
Autres dettes	39 627 441	39 627 441		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	103 782	103 782		
TOTAL GENERAL	496 476 702	495 705 025	771 677	

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés	

**Dettes et Créances
représentées par des Effets de
Commerce**

Rubriques	Montants en Euros
Immobilisations financières	
Créances	
- Créances clients et comptes rattachés	9 171 250
Disponibilités	
TOTAL	9 171 250

CHARGES A PAYER	Montants en Euros
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18 639 361
Dettes sur immobilisations	6 257
Dettes fiscales et sociales	129 237 509
Autres dettes	31 946 266
TOTAL	179 829 392

PRODUITS A RECEVOIR

Montants en Euros

Clients et comptes rattachés	42 440 441
Créances fiscales et sociales	115 446
Autres créances	10 880 178

TOTAL

53 436 065

Charges constatées d'avance**Montants en Euros**

Charges constatées d'avance "Equipements Intérimaires"	180 000
Charges constatées d'avance "Marketing"	8 418

TOTAL**188 418****Produits constatés d'avance****Montants en Euros**

Indemnité d'éviction - Locaux libérés en 2024	95 000
Divers	8 782

TOTAL**103 782**

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	4 667 000			10

Compte	Intitulé	31/12/2022	Affectation Résultat 2022	Dividendes versés en 2023	Résultat 2023	Solde au 31/12/2023
101 300	Capital Souscrit, Appelé Versé	46 670 000				46 670 000
104 100	Prime d'émission	316 768 565				316 768 565
104 200	Primes de Fusion	63 382				63 382
104 300	Prime d'apport	14 058 991				14 058 991
106 100	Réserve légale	18 247 036				18 247 036
106 200	Réserves indisponibles	269 484				269 484
106 800	Autres réserves	10 774 321				10 774 321
110 000	Report à nouveau (C)	246 245 355	7 869 667			254 115 022
106 850	Autres réserves IDR	266 323				266 323
120 000	Résultat (B)	47 875 191	-47 875 191		49 420 856	49 420 856
	<i>Distribution de dividendes</i>		40 005 524	-40 005 524		
TOTAUX		701 238 649		-40 005 524	49 420 856	710 653 981

Nature des Transferts	Montants en Euros
Transferts de Charges de Formation	22 564 440
Autres Transferts de Charges	31 923
TOTAL	22 596 363

Rubriques	Base	TAUX	Montant
<u>IMPOT DU SUR :</u>			
Provisions réglementaires			
Provisions pour hausse de prix			
TOTAL ACCROISSEMENTS			0
<u>IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :</u>			
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :			
Participation des Salariés	7 245 821	25,83%	1 871 596
Locaux Vacants	112 665	25,83%	29 101
Organic	3 976 687	25,83%	1 027 178
A déduire ultérieurement :			
Retraite	28 683 623	25,83%	7 408 980
Restructuration			
Risque Social	11 163 288	25,83%	2 883 477
TOTAL ALLEGEMENTS			13 220 332
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE			-13 220 332
<u>IMPOT DU SUR :</u>			
Plus-value différées :	252 701 187	25,83%	65 272 717
<u>CREDIT A IMPUTER SUR :</u>			
Déficits reportables :	0	25,83%	0
TOTAL			65 272 717
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE			-65 272 717

Exprimé en K €

Montants	
Chiffre d'affaires Interim	2 473 269
Chiffre d'affaires Placement	28 804
Chiffre d'affaires Autres	5 587
TOTAL	2 507 661

Nature des Charges	Montants en Euros
Intérêts sur SPP	5 391
Frais Financiers sur cessions de créances	3 881 447
Escomptes accordés	76
Autres charges financières	230 483
TOTAL	4 117 397

Nature des Produits	Montants en Euros
Intérêts des comptes courants groupe	13 327 526
Agios paiements tardifs clients	163 288
Intérêts sur prêts	237 788
TOTAL	13 728 602

Nature des charges	Montants en Euros
VNC immobilisations corporelles	76 165
Pénalités	16 471
Charges exceptionnelles diverses	520 564
TOTAL	613 200

Nature des produits	Montants en Euros
Produits sur cession d'immobilisations incorporelles	4 357 500
Produits sur cession d'immobilisations corporelles	37 081
Rentrées sur créances dépréciées	8 505
Clients créditeurs - prescription	2 051 324
Produits exceptionnels divers	807 812
TOTAL	7 262 222

Engagements financiers donnés et reçus

Engagements donnés						
Catégories d'engagements	Total	Au profit de				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres

Cautions bancaires données
(baux commerciaux)

TOTAL						
Engagements reçus						
Catégories d'engagements	Total	Accordés par				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres

Cautions bancaires obtenues dans le
cadre de la réglementation du
travail temporaire

213 414 000

213 414 000

TOTAL		213 414 000					213 414 000
Engagements réciproques							
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres	

TOTAL							
-------	--	--	--	--	--	--	--

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
PERMANENTS		
Employés	22	
Agents de Maîtrises	1 463	
Cadres	1 125	
Apprentis	124	
INTERIMAIRES		
Employés	69 131	
Agents de Maîtrises	746	
Cadres	386	
Personnel mis à disposition de l'entreprise - montant indiqué en "Euro"		309 407
TOTAL	72 997	309 407

Dénomination	Capital	Q.P. Détenue	Val. brute Titres	Prêts, avances	Chiffre d'affaires
Siège Social	Capitaux Propres	Divid.encaiss.	Val. nette Titres	Cautions	Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
SAM SECRETARIAT ET SERVICES	192 000	49,99	1 673 857		9 756 044
19 RUE GRIMALDI 98000 MONACO	8 687 817		1 673 857		346 065
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
AUTRES PARTICIPATIONS					
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			

RANDSTAD

Société par Actions Simplifiée au capital de 46.670.000 Euros
Siège social : 276 avenue du Président Wilson - 93200 SAINT-DENIS
433 999 356 R.C.S. BOBIGNY

TEXTE DE LA RESOLUTION D'AFFECTATION DU RESULTAT PROPOSEE ET APPROUEE PAR L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE EN DATE DU 4 JUIN 2024

DEUXIÈME RÉSOLUTION (Affectation du résultat de l'exercice)

L'Assemblée Général décide d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2023, se traduisant par un bénéfice d'un montant de 49.420.855,85 € comme suit :

- affectation au compte « **Report à nouveau** », pour 49.420.855,85 €

Par ailleurs, nous vous précisons que la réserve légale est dotée d'un montant supérieur au minimum légal.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Dividendes en euros	
	Global	Par action
31 décembre 2020 <i>non éligible à l'abattement de 40 % pour les personnes morales et éligible audit abattement pour les personnes physiques</i>	209.128.270 €	44.81 €
31 décembre 2021	Néant	Néant
31 décembre 2022 <i>non éligible à l'abattement de 40 % pour les personnes morales et éligible audit abattement pour les personnes physiques</i>	40 005 524 €	8,572 €

Extrait certifié
conforme à l'original

DocuSigned by:
Frank Ribaut
CE177FC75FEB4B8...